

## LES DROITS DES DETENUS

Quelques chiffres :

### \*Un condamné sur deux récidive dans les cinq ans

Un condamné sur deux, libéré entre le 1er mai 1996 et le 30 avril 1997, a de nouveau fait l'objet d'une condamnation dans les 5 ans qui ont suivi sa remise en liberté. C'est une étude de l'administration pénitentiaire qui révèle ces chiffres préoccupants. Parmi les récidivistes, 40.7% ont été condamnés à de nouvelles peines d'emprisonnement ferme, dont 0.2% à des peines de réclusion criminelle. Toutefois le taux de récidive varie selon la nature de l'infraction pour laquelle le détenu a été condamné initialement. (OF 8.05.2004)

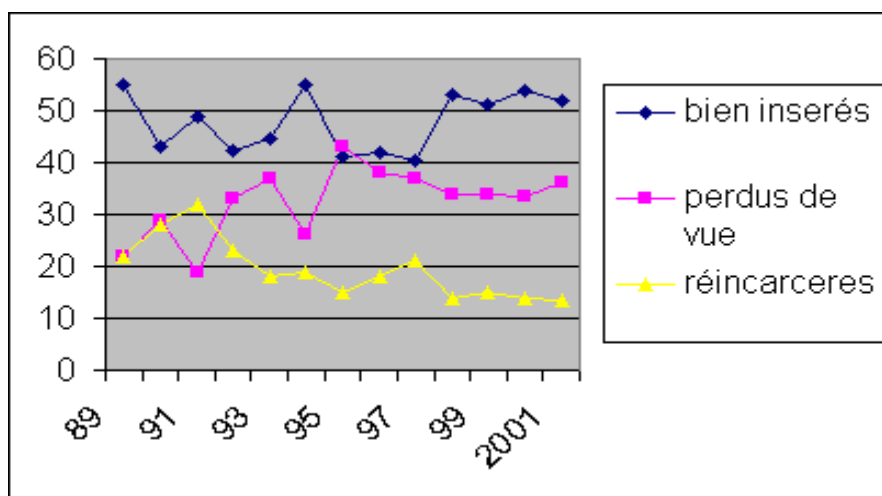
### \*Sortir de prison : l'échec de la réinsertion

- 60% des sortants déclarent ne pas avoir d'emploi (notamment les femmes, les étrangers, les moins de 25 ans, et les plus de 40 ans)
- En moyenne, les libérés sortent avec 130 €
- 20% des détenus sortent avec moins de 8 €
- Plus d'un quart des libérés sortent avec moins de 15 € en poche
- 80% des libérés sous conditions déclarent être embauchés à leur libération.

L'échec du système pénitentiaire se résume aux taux de récidive:

- 60% des anciens détenus ont de nouveau à faire avec la justice
- 40% retournent en prison dans les 5 ans qui suivent leur libération.

L'enquête sur les sortants de prison conduite par l'administration pénitentiaire en 1997 montre que les personnes libérées ont peu recours aux organismes d'aide à l'emploi, malgré une proportion de chômeurs importante (60 %). Moins du quart des sans-emploi sont inscrits à l'ANPE, moins de 20 % aux ASSEDIC (pour obtenir l'allocation d'insertion). Le RMI a été sollicité par à peine 14 % des personnes sans-emploi pouvant y prétendre.



## -La vie en détention et le défi de la réinsertion

\*En milieu fermé, certaines activités sont plutôt orientées vers une amélioration de la vie quotidienne : elles peuvent être sportives, culturelles ; «cantiner», mais [la cantine](#) pose cependant des problèmes d'égalité de traitement entre les détenus et d'harmonisation des règles pratiquées entre les établissements pénitentiaires. Elle reste une des premières raisons avancées par les détenus pour vouloir travailler.

\*D'autres activités sont plus orientées vers l'insertion, il s'agit, en principe, de préparer la sortie. [Avoir une activité professionnelle](#) répond à cet objectif.

Si le taux d'emploi dans les prisons a connu une nette amélioration à partir de 1997 (en 2001 47,6 % des détenus étaient employés), dès 2002 il a de nouveau baissé reflétant les variations de la population pénale et la conjoncture économique peu favorable (40 % en 2003). Même si le taux d'emploi varie selon les établissements, la totalité des demandes des détenus ne peut être satisfaite.

\*[Le travail](#) dans les prisons n'est pas obligatoire et aucun texte ne fixe avec précision les règles applicables au travail en prison.

A partir des souhaits exprimés par les détenus, l'administration choisit ceux qui pourront effectivement travailler en les "classant", [dans chaque établissement une commission de classement examine les demandes des détenus et les classe soit au service général soit en emplois de production], fixe leurs rémunérations en publiant les grilles des salaires du service général ou en se mettant d'accord contractuellement avec les entreprises en production, et se charge de les payer.

Les rémunérations sont soumises à des prélèvements qui ouvrent droit à des prestations d'assurance maladie et vieillesse ainsi qu'à des réparations en cas d'accident du travail. Mais aucune procédure n'existe en matière d'assurance chômage et le travail carcéral ne donne droit à aucune prestation à la sortie de prison.

\*[Maintenir les liens avec l'extérieur](#) et tout particulièrement avec la famille est essentiel pour la future réinsertion du détenu. Les articles D.402 et D. 404 du Code de procédure pénale précisent : "en vue de faciliter le reclassement familial des détenus à leur libération, il doit être particulièrement veillé au maintien et à l'amélioration de leurs relations avec leurs proches, pour autant que celle-ci paraissent souhaitables dans l'intérêt des uns et des autres." Cependant rendre visite à un détenu pose souvent des problèmes d'espace, de temps et de coûts aux familles, et ne facilitent pas la régularité de ces liens souvent fragilisés par la détention.

\* La réinsertion à la sortie de prison :

## -LE SPIP

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) peut aider les condamnés à l'emprisonnement avec sursis, les personnes faisant l'objet d'une mesure d'ajournement de peine avec mise à l'épreuve, les libérés conditionnels et les interdits de séjour.

Un détenu peut faire une demande avant sa libération auprès du service pénitentiaire d'insertion et de probation afin de ne pas se trouver sans ressources ni hébergement le jour de la sortie. Le service pénitentiaire d'insertion et de probation peut, à la demande de l'ancien détenu, assurer un soutien pendant les six mois suivant la sortie. Le rôle du SPIP est de maintenir les actions engagées lors de la détention. Il peut également apporter une aide matérielle aux anciens détenus bénéficiant de cette assistance.

Chaque année, le directeur du SPIP rend un rapport d'activité au directeur régional des services pénitentiaires, au président du tribunal de grande instance et au procureur de la République et au juge de l'application des peines.

## -LES ASSOCIATIONS

Beaucoup d'associations, s'emploient à donner les moyens à l'ancien détenu de se former, afin d'acquérir une compétence professionnelle, qui l'aidera à sa réinsertion sociale.

Si un détenu veut retrouver une place dans la société, tout au long de sa détention, il doit préparer sa réinsertion en organisant sa sortie de prison, en se fixant une ligne de conduite et des objectifs précis, qu'il devra s'employer à maintenir lors de sa libération.. Les détenus sortant de prison sont des personnes fragiles, qui ont beaucoup de problèmes. C'est pour cela qu'il est indispensable qu'à sa sortie l'ancien détenu ait un hébergement, un travail, et le soutien de sa famille. Beaucoup d'organisation et d'entreprise sont là pour lui redonner une autonomie sociale et professionnelle suffisante pour qu'ils accèdent à un emploi et qu'ils s'y tiennent : entreprises d'insertion (EI) ; chantiers d'insertion ; entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)...

Quelques entreprises et associations :

-[JANUS](#) : une entreprise d'intérim d'insertion à pour objectif d'utiliser le travail temporaire pour permettre au détenu de se réintégrer dans le monde du travail.

-[L'ARAJEJ](#) : (Association réflexion action et justice), elle, fonde son action sur la reconnaissance des droits de tout citoyen et sur la dignité de chaque être. Elle essaie de faire en sorte que chaque ancien détenu retrouve une plus grande estime de soi et renoue des liens amicaux et sociaux.

-[La J.E.T.](#) : (jeunes en équipes de travail) est une association qui a pour objectif d'aider le ministère de la justice dans la réhabilitation sociale des délinquants avec l'aide du ministère de la défense.

—

## -Les droits des détenus

Ils sont quasi inexistants, qu'ils soient malades ou non. La détention reste un lieu où le droit ne rentre pas ou est peu respecté. L'accès aux droits et à l'information demeure difficile. Il en est de même pour le suivi social. Le nombre de travailleurs sociaux en détention reste très faible face aux besoins des personnes détenues. Nombreux sont les détenus qui sortent de prison alors qu'aucune demande de logement, d'allocations n'a été entreprise.

#### ---LA SECURITE SOCIALE

Depuis la réforme des soins en prisons par la loi du 18 janvier 1994, tous les détenus sont systématiquement et immédiatement couverts par les assurances maladie et maternité du régime général de la sécurité sociale dès leur arrivée en détention. Cette affiliation est gratuite. Le conjoint, les enfants et ascendants de la personne détenue sont aussi affiliés en tant qu'ayant droit à la sécurité sociale. Pour les étrangers en situation régulière, les ayants droit sont reconnus par la sécurité sociale si ceux-ci répondent eux-mêmes aux conditions de régularité de séjour en France. Pour les détenus étrangers en situation irrégulière, les membres de la famille ne sont pas reconnus comme ayants droit.

#### DEMARCHES A EFFECTUER

Le détenu n'a aucune démarche à effectuer : l'établissement pénitentiaire se met en relation avec la caisse primaire d'assurance maladie dont il dépend.

#### .---LES ALLOCATIONS

##### LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

Les allocations chômage ne sont plus perçues en détention : pour les percevoir, il faut en effet être considéré comme demandeur d'emploi, ce qui n'est pas le cas des personnes incarcérées. Si le détenu était inscrit aux ASSEDIC avant sa détention, il est radié le jour de son incarcération. Il est alors tenu de prévenir les ASSEDIC de son changement de situation lors de sa déclaration mensuelle de situation ou sur papier libre. S'il continue à percevoir ses ASSEDIC, il devra rembourser intégralement à sa sortie les sommes perçues « indûment ». L'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), versée aux chômeurs de longue durée en fin de droits, est également suspendue pendant toute la durée de l'incarcération. En effet, le bénéficiaire de cette allocation doit être lui aussi dans une démarche active de recherche d'emploi - ce que la détention empêche clairement.

##### LES INDEMNITES D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Aucune disposition du code du travail n'est appliquée dans les établissements pénitentiaires (salaire minimum, congés payés, congés maladie, indemnités journalières). Si un détenu est victime d'un accident au cours de son travail, il n'a pas droit aux indemnités journalières versées normalement pendant l'arrêt de travail en détention. Cependant si le détenu travaille en semi-liberté ou dans le cadre d'un placement à l'extérieur, il pourra toucher ces indemnités. Les rentes versées pour accident du travail ne sont pas modifiées du fait de l'incarcération.

##### LES ASSURANCES VIEILLESSE

L'assurance vieillesse garantit une pension de retraite à l'assuré. Si celle-ci était perçue avant

l'incarcération, les pensions d'invalidité ainsi que les diverses retraites ou pensions ne sont pas modifiées. Un détenu qui atteint l'âge de la retraite en prison perçoit sa pension de retraite, calculée sur le nombre de trimestres travaillés durant sa vie active.

#### ---LE REVENU MINIMUM D'INSERTION

Toute personne détenue pour une durée supérieure à 60 jours ne peut plus percevoir le RMI dont elle bénéficiait à l'extérieur, sauf si elle est en semi-liberté ou en placement à l'extérieur.

#### SITUATION FAMILIALE ET PERSONNES A CHARGE

Si le détenu est marié, vit en concubinage ou s'il a une personne à charge, l'organisme payeur procède à un examen des droits dont peuvent bénéficier ces personnes à la place du détenu. Ce dernier n'est pas alors pris en compte comme membre du foyer.

#### DUREE DE LA DETENTION

Si la durée de détention est inférieure à 4 mois, le détenu n'est pas rayé du dispositif du RMI. Ses droits sont suspendus. A sa sortie de prison, le détenu doit informer l'organisme payeur de sa libération en produisant son billet de sortie. Le versement du RMI reprend alors le premier jour du mois suivant sa libération. Si la personne est incarcérée pendant plus de 4 mois, elle est alors rayée du dispositif du RMI.

#### AGE

Les personnes âgées de moins de 25 ans ne peuvent bénéficier du RMI.

#### ---LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Elles sont maintenues au profit de la famille du détenu et versée au parent ayant effectivement la charge de l'enfant. Soumises à des conditions de ressources, elles sont recalculées en fonction de la perte de revenus due à l'incarcération d'un membre de la famille.

#### L'ALLOCATION POUR JEUNE ENFANT (APJE)

La mère détenue peut bénéficier de cette allocation du 4ème mois de sa grossesse jusqu'aux 3 ans de l'enfant, allocation versée avec condition de ressources.

#### L'ALLOCATION PARENT ISOLE (API)

Les femmes incarcérées enceintes ou avec leur enfant ont le droit de percevoir l'allocation de parent isolé pendant leur période d'incarcération dans les mêmes conditions que si elles étaient libres. Mais elles ne peuvent garder leur enfant avec elle que jusqu'à son 18ème mois (suite à quoi elles en perdent la charge et donc l'allocation).

#### L'ALLOCATION DE SOUTIEN FAMILIAL

Le conjoint d'une personne détenue peut bénéficier pour leur enfant de l'allocation de soutien familial. Un certificat de présence est généralement exigé par la Caisse des Allocations Familiales (CAF) comme preuve de l'incarcération d'un des membres de la famille. Ce document est remis à tout détenu qui en fait la demande auprès du greffe de l'établissement pénitentiaire.

